

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 oktober 2013 tot vaststelling van de lijst van de installaties die het voorwerp zijn van de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten en de initiële toewijzing van kosteloze emissierechten voor elke installatie voor de referentieperiode 2013-2020, gewijzigd op dezelfde dag en bij de besluiten van 28 november 2013, 23 januari 2014, 20 februari 2014, 3 april 2014, 15 mei 2014, 25 september 2014, 26 februari 2015, 22 oktober 2015, 21 januari 2016, 3 maart 2016, 9 juni 2016, 16 maart 2017, 12 oktober 2017, 1 februari 2018 en 7 februari 2019;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens;

Na beraadslaging,

Besluit:

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 17 oktober 2013 tot vaststelling van de lijst van de installaties die het voorwerp zijn van de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten en de initiële toewijzing van kosteloze emissierechten voor elke installatie voor de referentieperiode 2013-2020, worden de regels van de tabel betreffende de maatschappij Provital gewijzigd als volgt:

“Installaties onderworpen aan artikel 4, § 1, van het Waals gewestelijk decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een “Fonds wallon Kyoto” en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto (nieuwkomers ten gevolge van een belangrijke capaciteituitbreiding in de zin van besluit 2011/278/EU):

Id Wallonië	Installatie	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
320	Provital	-	-	-	-	-	8 187	14 091	13 817

».

**Art. 2.** De Minister van Klimaat is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 maart 2019.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2019/202099]

**6 MARS 2019. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 3 septembre 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques et modifiant l'arrêté ministériel du 14 juillet 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 portant sur les indemnités et les subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura et dans la structure écologique principale, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000 et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale**

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le Règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le Règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les Règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1290/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le Règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et introduisant des dispositions transitoires;

Vu le Règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Vu le Règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité;

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, l'article 28, § 2, modifié par le décret du 22 mai 2008 et § 4, modifié par les décrets des 22 mai 2008 et 22 décembre 2010, l'article 31, rétabli par le décret du 6 décembre 2001 et modifié par les décrets des 30 avril 2009, 22 décembre 2010 et 17 juillet 2018, 36 et 37, modifiés par les décrets des 22 mai 2008 et 16 février 2017;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D. 4, D.17, D.242, D.243 et D.249;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques, les articles 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 11, alinéa 3, 12, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 et 19, § 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 portant sur les indemnités et les subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura et dans la structure écologique principale, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000 et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale, les articles 20, alinéa 2, et 28, § 2;

Vu l'arrêté ministériel du 3 septembre 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques;

Vu l'arrêté ministériel du 14 juillet 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 portant sur les indemnités et les subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura et dans la structure écologique principale, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000 et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 janvier 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 janvier 2019;

Vu l'avis du pôle « Ruralité », section « Nature », donné le 9 janvier 2018;

Vu le rapport du 1<sup>er</sup> février 2019 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale du 20 décembre 2018;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 1<sup>er</sup> février 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Modifications de l'arrêté ministériel du 3 septembre 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'arrêté ministériel du 3 septembre 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques, il est inséré un article 5/1, rédigé comme suit :

" Art. 5/1. § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 12, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement, les critères de désignation des experts compétents sont fixés comme suit :

1<sup>o</sup> être indépendant des bénéficiaires du régime de prime qu'il conseille;

2<sup>o</sup> posséder l'expérience technique et scientifique en matière d'agro-environnement nécessaire à la réalisation des avis d'experts;

3<sup>o</sup> faire partie d'une association bénéficiant d'une mission confiée par le Ministre en matière d'encadrement relatif aux aides agro-environnementales et climatiques, et couvrant tout le territoire de la Région wallonne.

L'expérience technique et scientifique visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, est appréciée et évaluée au regard des compétences suivantes :

1<sup>o</sup> disposer d'une formation technique ou scientifique de type court ou long dans le domaine de la biologie, de l'agriculture, de la sylviculture ou de l'environnement, ou d'une expérience professionnelle probante d'au moins cinq années jugée équivalente par l'organisme payeur;

2<sup>o</sup> disposer d'une connaissance des techniques et des pratiques agricoles qui ont un impact environnemental sur la zone agricole;

3<sup>o</sup> disposer d'une connaissance des enjeux, du cadre juridique et du cadre technique du programme agro-environnemental wallon;

4<sup>o</sup> disposer d'une connaissance des outils cartographiques adéquats;

5<sup>o</sup> disposer de compétences en matière de communication agricole et de bureautique, en vue de rédiger des avis techniques clairs, objectifs et fondés sur une base scientifique.

§ 2. Les critères visés au paragraphe 1<sup>er</sup> sont vérifiés comme suit :

1<sup>o</sup> concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, l'expert fournit une déclaration sur l'honneur dans laquelle il s'engage à éviter toute situation de conflit d'intérêt, comme élément probant de son indépendance;

2<sup>o</sup> concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, l'expert fournit son curriculum vitae, une copie de ses diplômes, de ses publications ou tout autre élément probant.

§ 3. La procédure de désignation des experts compétents est fixée comme suit :

1<sup>o</sup> l'association visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, fournit, pour le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année à l'organisme payeur, la liste complète des personnes physiques remplissant les critères de désignation visés au paragraphe 1<sup>er</sup> et tient à disposition de l'organisme payeur les éléments de vérification visés au paragraphe 2;

2<sup>o</sup> l'organisme payeur valide les experts compétents sur base de la liste fournie par l'association après vérification, le cas échéant, des critères de désignation mentionnés au paragraphe 1<sup>er</sup> ;

3° l'organisme payeur notifie à l'association les noms des experts compétents désignés et ce, dans un délai d'un mois;

4° l'association communique sans délai toute modification de la liste visée au 1°.

La procédure visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 3°, s'applique aux modifications de la liste. "

**Art. 2.** Dans l'article 10, 1°, d), du même arrêté, modifié par les arrêtés ministériels des 2 février 2017 et 22 mars 2018, les mots " bande boisée ou haie » sont remplacés par les mots « ou autre bosquet ».

**Art. 3.** Dans l'article 12, 1°, du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 2 février 2017, les mots " sauf année de sécheresse exceptionnelle reconnue comme telle, » sont insérés entre les mots « 31 mai inclus, » et " de maximum 10 ares ».

**Art. 4.** Dans l'article 18, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, du même arrêté, les mots " , sauf exception dûment motivée dans l'avis d'expert » sont insérés après les mots « ni fourrage ».

**Art. 5.** Dans l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots " de 21,60 euros » sont remplacés par les mots « de 24 euros ».

**Art. 6.** Dans l'article 20, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 10°, du même arrêté, les mots " 30 septembre » sont remplacés par les mots « 15 octobre ».

**Art. 7.** Dans l'article 21 du même arrêté, les mots " de 200 euros » sont remplacés par les mots « de 240 euros ».

**Art. 8.** L'article 22 du même arrêté, modifié par les arrêtés ministériels des 2 février 2017 et 22 décembre 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 22. Les cultures considérées comme favorables à l'environnement sont les suivantes :

1° le chanvre;

2° les légumineuses fourragères : trèfle, luzerne, luzerne lupuline, sainfoin, fève et féverole, pois protéagineux, lupin, lotier et autres protéagineux;

3° les mélanges de céréales et de légumineuses, la deuxième espèce représentant au moins vingt pour cent du mélange;

4° les céréales de printemps et cultures assimilées : froment de printemps, orge de printemps, triticale de printemps, avoine de printemps, seigle de printemps, le sarrasin, le sorgho, le quinoa, l'orge de brasserie et le seigle d'hiver;

5° le froment d'hiver, le triticale d'hiver ou l'épeautre à condition qu'une partie des superficies engagées soit non récoltée et laissée sur pied;

6° les cultures sarclées, betterave, chicorée, maïs, avec désherbage mécanique.

La culture en place au 31 mai détermine la culture visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 9.** L'article 22/1 du même arrêté, inséré par l'arrêté ministériel du 22 décembre 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 22/1. Les conditions à respecter pour bénéficier de l'aide sur les cultures reprises à l'article 22 sont les suivantes :

1° l'agriculteur s'engage à cultiver une ou plusieurs cultures éligibles sur un nombre d'hectares déterminé dans son engagement avec un minimum d'un hectare et un maximum de trente hectares;

2° l'utilisation d'insecticides est interdite, à l'exception des parcelles engagées en céréales laissées sur pied;

3° les parcelles engagées n'étaient pas couvertes par une prairie permanente l'année précédente.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, l'agriculteur peut varier chaque année la composition en cultures éligibles au sein de son engagement.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, sur ces parcelles, la partie non récoltée peut être conduite de la même manière que le reste de la parcelle.

En application de l'article 11, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement, à l'exception des surfaces engagées en céréales laissées sur pied, les surfaces engagées dans cette méthode peuvent être comptabilisées comme surfaces d'intérêt écologique cultures dérobées à condition que ces dernières concernent la culture qui suit la culture déclarée pour la méthode. ».

**Art. 10.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 22/2 rédigé comme suit :

« Art. 22/2. Les autres conditions spécifiques à respecter pour bénéficier de l'aide sont les suivantes :

1° pour les cultures visées à l'article 22, 2°, si la récolte a lieu par fauche pour le trèfle, la luzerne, la luzerne lupuline, le sainfoin, prévoir une zone refuge non fauchée d'au moins dix pour cent jusqu'à la fauche suivante;

2° pour les cultures visées à l'article 22, 5° :

a) dix pour cent des parcelles engagées sont non récoltées et laissés sur pied sans intervention à partir de la récolte de la partie principale et les blocs laissés sur pied représentent un maximum de cinquante ares et si plusieurs blocs sont créés, ceux-ci sont distants de cent mètres au minimum;

b) les céréales non récoltées sont laissées sur pied jusqu'au dernier jour de février inclus ou jusqu'au 31 décembre pour la dernière année de l'engagement en cas de non renouvellement de celui-ci;

c) les céréales laissées sur pied ne peuvent pas se situer à moins de cinquante mètres d'un bois;

3° pour les cultures visées à l'article 22, 6° :

a) l'agriculteur effectue au minimum deux désherbages mécaniques sur les parcelles engagées et note les dates de passage dans son registre d'exploitation;

b) dans les situations climatiques ne permettant pas de réaliser le désherbage mécanique dans des conditions agronomiques adéquates et sur l'avis d'un expert sollicité par l'organisme payeur wallon, la méthode est suspendue sans versement de l'aide pour la campagne concernée.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, la coupe effectuée à partir du 1<sup>er</sup> octobre peut couvrir cent pour cent de la parcelle. ».

**Art. 11.** Dans l'article 24, 3°, du même arrêté, les mots " 0,5 et 1,5 hectares » sont remplacés par les mots « 0,1 et 1,5 hectares ».

**Art. 12.** Dans l'article 27, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 2 février 2017, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1°, les mots " 100 euros » sont remplacés par les mots « 120 euros »;

b) au 2°, les mots « 50 euros » sont remplacés par les mots « 60 euros ».

**Art. 13.** A l'article 34, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 2 février 2017, les modifications suivantes ont apportées :

1° les mots « alinéa 4 » sont remplacés par les mots « alinéa 3 »;

2° dans le tableau, à la ligne « Cultures extensives » pour la colonne « Agriculture biologique » le « O » est remplacée par un « C ».

**Art. 14.** Dans l'article 36 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 2 février 2017, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 3° est complété par les mots ", ou en un engagement pour la méthode 7 "Parcelles aménagées" visée au chapitre 3; »;

b) le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° la transformation d'un engagement pour la méthode 6 "Cultures favorables à l'environnement" et la méthode 8 "Bandes aménagées" visées au chapitre 3 en un engagement pour la méthode 7 "Parcelles aménagées" visée au chapitre 3. ».

**CHAPITRE II.** — *Modifications de l'arrêté ministériel du 14 juillet 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 portant sur les indemnités et les subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura et dans la structure écologique principale, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000 et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale*

**Art. 15.** Dans l'article 7, § 3, 2°, de l'arrêté ministériel du 14 juillet 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon portant sur les indemnités et les subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura et dans la structure écologique principale, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000 et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale, les mots " 21,60 euros » sont remplacés par les mots « 24 euros ».

**Art. 16.** Dans l'article 11, du même arrêté, le paragraphe 2 est abrogé.

**Art. 17.** Dans le même arrêté, l'annexe 5 est remplacée par l'annexe 1<sup>re</sup> jointe au présent arrêté.

#### CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

**Art. 18.** Les articles 2 à 14 s'appliquent à tous les engagements en cours au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Les articles 16 et 17 du présent arrêté s'appliquent à l'analyse, l'évaluation et le classement des demandes de soutien introduites à partir du 1<sup>er</sup> avril 2018.

**Art. 19.** Les articles 1<sup>er</sup> et 15 du présent arrêté produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Namur, le 6 mars 2019.

R. COLLIN

Annexe 1<sup>re</sup> à l'arrêté ministériel du 6 mars 2019 modifiant l'arrêté ministériel du 3 septembre 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques et modifiant l'arrêté ministériel du 14 juillet 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 portant sur les indemnités et les subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura et dans la structure écologique principale, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000 et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale

« Annexe 5 à l'arrêté ministériel du 14 juillet 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 portant sur les indemnités et les subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura et dans la structure écologique principale, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000 et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale Critères de sélection des appels à projets pour la mise en œuvre de la mesure 7.6 du programme wallon de développement rural Restauration et entretien du patrimoine naturel

Critères de sélection	Cote maximale du critère
1. Type de projet: nouveau projet de restauration ou nouvelle phase d'un projet	3
2. Contraintes réglementaires: projet avec ou sans permis/autorisation	2
3. Impacts d'autres fonctions écosystèmes: Directive Cadre-Eau, Directive Inondation, Paquet Climat-Energie, Convention des Nations Unies sur la diversité biologique	2
4. Statut et état de conservation des habitats ou espèces	6
5. Coûts / Bénéfices	6
Pour être retenu, il faut obtenir une cote d'au moins 9,5 sur 19	

»

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 6 mars 2019 modifiant l'arrêté ministériel du 14 juillet 2016 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 portant sur les indemnités et les subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura et dans la structure écologique principale, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000 et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du

8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale  
Namur, le 6 mars 2019.

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/202099]

**6. MÄRZ 2019 — Ministerieller Erlass zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 3. September 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen und zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind, und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur**

Der Minister für Landwirtschaft

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1303/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds, den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds sowie mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1290/2005 und Nr. 485/2008 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 637/2008 des Rates und der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 640/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem und die Bedingungen für die Ablehnung oder Rücknahme von Zahlungen sowie für Verwaltungsanktionen im Rahmen von Direktzahlungen, Entwicklungsmaßnahmen für den ländlichen Raum und der Cross Compliance;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 807/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Einführung von Übergangsvorschriften;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 808/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER);

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 809/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems, der Maßnahmen zur Entwicklung des ländlichen Raums und der Cross-Compliance;

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, Artikel 28 § 2, abgeändert durch das Dekret vom 22. Mai 2008, und § 4, abgeändert durch die Dekrete vom 22. April 2008 und vom 22. Dezember 2010, Artikel 31, wieder aufgenommen durch das Dekret vom 6. Dezember 2001 und abgeändert durch die Dekrete vom 30. April 2019, vom 22. Dezember 2010 und vom 17. Juli 2018, Artikel 36 und 37, abgeändert durch die Dekrete vom 22. Mai 2008 und vom 16. Februar 2017;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.17, D.242, D.243 und D.249;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen, Artikel 5 § 1 Absatz 1, 11 Absatz 3, 12 § 1 Absatz 2 und 29 § 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind, und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur, Artikel 20 Absatz 2 und 28 § 2;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 3. September 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 14. Juli 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur, zur Abänderung des Erlasses der

Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind, und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur;

Aufgrund der am 4. Januar 2019 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 22. Januar 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 9. Januar 2018 abgegebenen Gutachtens des Pools "Ländliche Angelegenheiten", Abteilung "Natur";

Aufgrund des Berichts vom 1. Februar 2019, der in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 20. Dezember 2018;

Aufgrund des am 1. Februar 2019 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Beschließt:

*KAPITEL I — Änderungen des Ministeriellen Erlasses vom 3. September 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen*

**Artikel 1** - In den Ministeriellen Erlassen vom 3. September 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen wird ein Artikel 5/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 5/1 - § 1. In Anwendung von Artikel 12 § 1 Absatz 2 des Erlasses der Regierung werden die Kriterien zur Bezeichnung der zuständigen Sachverständigen wie folgt festgelegt:

1° von den Begünstigten der von ihm empfohlenen Prämienregelung unabhängig sein;

2° über die technische und wissenschaftliche Erfahrung in Agrarumweltfragen verfügen, die für die Erteilung von Sachverständigengutachten erforderlich sind;

3° Mitglied einer Vereinigung sein, der vom Minister im Rahmen der Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen eine Mission anvertraut wurde, und die das gesamte Gebiet der Wallonischen Region abdeckt.

Die in Absatz 1 Ziffer 2 genannte technische und wissenschaftliche Erfahrung wird unter Berücksichtigung der folgenden Fähigkeiten berücksichtigt und bewertet:

1° über eine technische oder wissenschaftliche Ausbildung des kurzen oder langen Typs in den Bereichen Biologie, Landwirtschaft, Forstwirtschaft oder Umwelt oder eine mindestens fünfjährige nachgewiesene Berufserfahrung verfügen, die von der Zahlstelle als gleichwertig angesehen wird;

2° Kenntnisse über landwirtschaftliche Techniken und Praktiken haben, die sich auf die Umwelt im Agrargebiet auswirken;

3° Kenntnisse über den Nutzen, den rechtlichen und technischen Rahmen des wallonischen Agrarumweltprogramms haben;

4° über Kenntnisse der angemessenen Kartierungsinstrumente verfügen;

5° über Kenntnisse in der Agrarkommunikation und der Bürotechnik verfügen, um klare, objektive und wissenschaftlich fundierte technische Gutachten zu erstellen.

§ 2. Die in Paragraph 1 genannten Kriterien werden wie folgt überprüft:

1° In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 1 hat der Sachverständige als Nachweis seiner Unabhängigkeit eine ehrenwörtliche Erklärung abzugeben, durch die er sich verpflichtet, Interessenkonflikte zu vermeiden;

2° In Bezug auf Absatz 1, Ziffer 2 hat der Sachverständige seinen Lebenslauf, eine Kopie seiner Diplome, Veröffentlichungen oder sonstigen Nachweise vorzulegen.

§ 3. Das Verfahren zur Bezeichnung der zuständigen Sachverständigen wird wie folgt festgelegt:

1° Die in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 3 genannte Vereinigung übermittelt der Zahlstelle bis zum 1. Januar jeden Jahres eine vollständige Liste der natürlichen Personen, die die in Paragraph 1 genannten Bezeichnungskriterien erfüllen, und hält die in Paragraph 2 genannten Überprüfungselemente zur Verfügung der Zahlstelle;

2° Die Zahlstelle validiert die Bezeichnung der zuständigen Sachverständigen auf der Grundlage der von der Vereinigung vorgelegten Liste, gegebenenfalls nach Überprüfung der in Paragraph 1 genannten Bezeichnungskriterien;

3° Die Zahlstelle teilt der Vereinigung innerhalb eines Monats die Namen der bezeichneten zuständigen Sachverständigen mit;

4° Die Vereinigung hat jede Änderung der in Ziffer 1 genannten Liste unverzüglich mitzuteilen.

Für Änderungen der Liste gilt das in Absatz 1 Ziffern 1 bis 3 genannte Verfahren."

**Art. 2** - In Artikel 10 Ziffer 1 Buchstabe *d*) desselben Erlasses, abgeändert durch die Ministeriellen Erlasse vom 2. Februar 2017 und vom 22. März 2018, wird die Wortfolge ", Gehölzstreifen oder jeglicher Hecke" durch die Wortfolge "oder sonstigem Hain" ersetzt.

**Art. 3** - In Artikel 12 Ziffer 1 des desselben Erlasses, abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 2. Februar 2017, wird die Wortfolge ", außer in einem Jahr außergewöhnlicher Dürre, die als solche anerkannt ist" zwischen die Wortfolge "und dem 31. Mai einschließlich" und die Wortfolge ", mit einer Höchstfläche von zehn Ar" eingefügt.

**Art. 4** - In Artikel 18 Absatz 1 Ziffer 3 desselben Erlasses wird die Wortfolge "kein Kraftfutter noch keine Futtermittel" durch die Wortfolge "weder Kraftfutter noch Futterpflanzen, außer in im Expertengutachten ordnungsgemäß begründeten Ausnahmefällen" ersetzt.

**Art. 5** - In Artikel 19 Absatz 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge "in Höhe von 21,60 Euro" durch die Wortfolge "in Höhe von 24 Euro" ersetzt.

**Art. 6** - In Artikel 20 § 1 Absatz 1 Ziffer 10 desselben Erlasses wird die Wortfolge "30. September" durch die Wortfolge "15. Oktober" ersetzt.

**Art. 7** - In Artikel 21 desselben Erlasses wird die Wortfolge "in Höhe von 200 Euro" durch die Wortfolge "in Höhe von 240 Euro" ersetzt.

**Art. 8** - Artikel 22 desselben Erlasses, abgeändert durch die Ministeriellen Erlasse vom 2. Februar 2017 und vom 22. Dezember 2018, wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Art. 22 - Bei den als umweltfreundlich eingestuften Kulturen handelt es sich um folgende Kulturen:

1° Hanf;

2° Futterleguminosen: Klee, Luzerne, Hopfenklee, Esparsette, Acker- und Puffbohnen, Eiweißerbsen, Lupinen, Hornklee und sonstige Eiweißpflanzen;

3° Mischungen von Getreiden und Leguminosen anbauen, wobei die zweite Art mindestens zwanzig v. H. der Mischung entsprechen muss;

4° Sommergetreide und vergleichbare Kulturen: Sommerweizen, Sommergerste, Sommertriticale, Sommerhafer, Sommerroggen, Buchweizen, Mohrenhirse, Quinoa, Braugerste und Winterroggen;

5° Winterweizen, Wintertriticale oder Dinkel, sofern ein Teil der Flächen, für die eine Verpflichtung eingegangen wurde, nicht geerntet und stehen gelassen wird;

6° Hackfruchtkulturen, Zuckerrüben, Zichorien, Mais mit mechanischer Unkrautbekämpfung.

Die am 31. Mai vorhandene Art der Kultur bestimmt die in Absatz 1 erwähnte Kultur."

**Art. 9** - Artikel 22/1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Ministeriellen Erlass vom 22. Dezember 2017 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Art. 22/1 - Die Bedingungen, die erfüllt sein müssen, um in den Genuss der Beihilfe für die in Artikel 22 genannten Kulturen zu kommen, sind die folgenden:

1° der Landwirt verpflichtet sich, eine oder mehrere beihilfefähige Kulturen auf einer in seiner Verpflichtung festgelegten Hektarzahl mit einer Mindestfläche von einem Hektar und einer Höchstfläche von 30 Hektar anzubauen;

2° die Verwendung von Insektiziden ist verboten, außer auf den Parzellen mit Verpflichtungen für Getreide auf dem Halm;

3° Bei Parzellen, für die eine Verpflichtung besteht, wurde im Vorjahr kein Dauergrünland angelegt.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 1 kann der Landwirt jedes Jahr die Zusammensetzung der im Rahmen seiner Verpflichtung beihilfefähigen Kulturen ändern.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 2 kann auf diesen Parzellen der nicht geerntete Teil wie der Rest der Parzelle behandelt werden.

In Anwendung von Artikel 11 Absatz 3 des Erlasses der Regierung und mit Ausnahme der Flächen mit Verpflichtungen für Getreide auf dem Halm können die für diese Methode vorgesehenen Flächen als im Umweltinteresse (Zwischenfrucht) genutzte Flächen berücksichtigt werden, sofern diese die Kultur nach der für die Methode angegebenen Kultur betreffen."

**Art. 10** - In denselben Erlass wird ein Artikel 22/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 22/2 - Die weiteren spezifischen Bedingungen, die erfüllt sein müssen, um in den Genuss der Beihilfe zu gelangen, sind die folgenden:

1° für die in Artikel 22 Ziffer 2 genannten Kulturen und wenn die Ernte durch Mähen von Klee, Luzerne, Hopfenklee, Esparsette erfolgt ist bis zum nächsten Mähen ein nicht gemähter Fluchtstreifen von mindestens zehn Prozent vorzusehen;

2° für die in Artikel 22 Ziffer 5 genannten Kulturen:

a) zehn Prozent der Parzellen, für die eine Verpflichtung besteht, werden nicht abgeerntet und nach der Ernte des Hauptteils ohne jeglichen Eingriff stehen gelassen und die Blöcke mit Getreide auf dem Halm machen höchstens 50 Ar aus und falls mehrere Blöcke angelegt werden, so sind diese wenigstens 100 Meter voneinander entfernt;

b) das nicht geerntete Getreide wird bis am letzten Tag des Monats Februar einschließlich oder bis am 31. Dezember des letzten Jahres der Verpflichtung, falls diese nicht erneuert wird, stehen gelassen;

c) das Getreide auf dem Halm darf sich nicht in einer Entfernung von weniger als fünfzig Metern von einem Wald befinden;

3° für die in Artikel 22 Ziffer 6 genannten Kulturen:

a) der Landwirt führt mindestens zwei mechanische Unkrautvernichtungen auf den betreffenden Parzellen durch und vermerkt die entsprechenden Daten in seinem Betriebsregister;

b) unter klimatischen Bedingungen, in denen die mechanische Unkrautvernichtung nicht unter angemessenen agronomischen Bedingungen durchgeführt werden kann und auf Empfehlung eines von der wallonischen Zahlstelle angeforderten Sachverständigen wird die Methode ohne Zahlung der Beihilfe für das betreffende Wirtschaftsjahr ausgesetzt.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 1 kann der ab dem 1. Oktober vorgenommene Schnitt einhundert Prozent der Parzelle umfassen."

**Art. 11** - In Artikel 24 Ziffer 3 desselben Erlasses wird die Wortfolge "0,5 und 1,5 Hektar" durch die Wortfolge "0,1 und 1,5 Hektar" ersetzt.

**Art. 12** - Artikel 27 § 1 Absatz 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 2. Februar 2017, wird wie folgt abgeändert:

a) in Ziffer 1 wird die Wortfolge "100 Euro" durch die Wortfolge "120 Euro" ersetzt;

b) in Ziffer 2 wird die Wortfolge "50 Euro" durch die Wortfolge "60 Euro" ersetzt.

**Art. 13** - Artikel 34 § 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 2. Februar 2017, wird wie folgt abgeändert:

1° die Wortfolge "Absatz 4" wird durch die Wortfolge "Absatz 3" ersetzt;

2° in der Tabelle wird in der Zeile "Extensive Kulturen" der Sparte "Biologische Landwirtschaft" der Buchstabe "O" durch den Buchstaben "K" ersetzt.

**Art. 14** - Artikel 36 desselben Erlasses, abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 2. Februar 2017, wird wie folgt abgeändert:

a) Ziffer 3 wird durch die Wortfolge "oder in eine Verpflichtung für die Methode 7 "Bepflanzte Ackerparzellen" nach Kapitel 3" ergänzt;

b) Ziffer 4 wird durch das Folgende ersetzt:

"4° die Umwandlung einer Verpflichtung für die Methode 6 "Umweltfreundlicher Ackerbau" und die Methode 8 "Bepflanzte Ackerstreifen" nach Kapitel 3 in eine Verpflichtung für die Methode 7 "Bepflanzte Ackerparzellen" nach Kapitel 3."

**KAPITEL II** — *Änderungen des Ministeriellen Erlasses vom 14. Juli 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind, und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur*

**Art. 15** - In Artikel 7 § 2 Ziffer 2 des Ministeriellen Erlasses vom 14. Juli 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind, und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur wird die Wortfolge "21,60 Euro" durch die Wortfolge "24 Euro" ersetzt.

**Art. 16** - In Artikel 11 desselben Erlasses wird Paragraph 2 außer Kraft gesetzt.

**Art. 17** - In demselben Erlass wird Anlage 5 durch den dem vorliegenden Erlass beigefügten Anhang 1 ersetzt.

#### KAPITEL III — *Abschließende Bestimmungen*

**Art. 18** - Die Artikel 2 bis 14 finden auf alle am 1. Januar 2019 bestehenden Verpflichtungen Anwendung.

Die Artikel 16 und 17 des vorliegenden Erlasses finden Anwendung auf die Analyse, Bewertung und Einstufung der ab dem 1. April 2018 eingereichten Anträge auf Beihilfen.

**Art. 19** - Die Artikel 1 und 15 des vorliegenden Erlasses werden am 1. Januar 2019 wirksam.

Namur, den 6. März 2019

R. COLLIN

Anhang 1 des Ministeriellen Erlasses vom 6. März 2019 zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 3. September 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind, und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur

"Anhang 5 des Ministeriellen Erlasses vom 14. Juli 2016 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind, und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur Auswahlkriterien der Projektaufrufe zur Umsetzung der Maßnahme 7.6 des wallonischen Programms zur ländlichen Entwicklung "Wiederherstellung und Instandhaltung des Naturerbes"

Auswahlkriterien	Höchstpunktzahl des einzelnen Kriteriums
1. Art des Projekts: neues Wiederherstellungsprojekt oder neue Phase eines Projekts	3
2. Verordnungsrechtliche Auflagen: Projekt mit oder ohne Genehmigung/Erlaubnis	2
3. Auswirkungen anderer Ökosystemfunktionen: Wasserrahmenrichtlinie, Hochwasser- risikomanagementrichtlinie, Klima-Energie-Paket, Übereinkommen der Vereinten Nati- onen über die biologische Vielfalt	2
4. Status und Erhaltungszustand von Lebensräumen oder Arten	6
5. Kosten / Nutzen	6
Um ausgewählt zu werden, müssen Sie eine Punktzahl von mindestens 9,5 von 19 Punkten erzielen.	

"

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 6. März 2019 zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 3. September 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung



Natura 2000 kandidierende Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierende Gebiete anwendbar sind, und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierende Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur beigefügt zu werden.

Namur, den 6. März 2019

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202099]

**6 MAART 2019.** — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 3 september 2015 houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieu- en klimaatsteun en tot wijziging van het ministerieel besluit van 14 juli 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 m.b.t. de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura-net en in de ecologische hoofdstructuur, tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur

De Minister van Landbouw,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1303/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds, het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij en algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij, en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1290/2005 en nr. 485/2008 van de Raad;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 637/2008 van de Raad en Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad;

Gelet op gedelegeerde Verordening (EU) nr. 640/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem en de voorwaarden voor weigering of intrekking van betalingen en voor administratieve sancties in het kader van rechtstreekse betalingen, plattelandontwikkelingsbijstand en de randvoorwaarden;

Gelet op gedelegeerde Verordening (EU) nr. 807/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad inzake bijstand voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) en tot invoering van overgangsbepalingen;

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) nr. 808/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (Elfpo);

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) nr. 809/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, plattelandontwikkelingsmaatregelen en de randvoorwaarden;

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, artikel 28, § 2, gewijzigd bij het decreet van 22 mei 2008, en § 4, gewijzigd bij de decreten van 22 mei 2008 en 22 december 2010, artikel 31, hersteld bij het decreet van 6 december 2001 en gewijzigd bij de decreten van 30 april 2009, 22 december 2010 en 17 juli 2018, 36 en 37, gewijzigd bij de decreten van 22 mei 2008 en 16 februari 2017;

Gelet op het Waalse landbouwwetboek, artikelen D.4, D.17, D.242, D.243 en D.249;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieu- en klimaatsteun, artikel 5, § 1, eerste lid, 11, derde lid, 12 § 1, tweede lid en 19, § 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 m.b.t. de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura-net en in de ecologische hoofdstructuur en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur, de artikelen 20, tweede lid, en 28, § 2;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 september 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieu- en klimaatsteun;

Gelet op het ministerieel besluit van 14 juli 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 m.b.t. de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura-net en in de ecologische hoofdstructuur, tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 januari 2019;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 22 januari 2019;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Landelijke aangelegenheden", afdeling "Natuur", gegeven op 9 januari 2018;

Gelet op het rapport van 1 februari 2019 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het overleg tussen de gewestregeringen en de federale overheid van 20 december 2018;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 1 februari 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen in het ministerieel besluit van 3 september 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieu- en klimaatsteun

**Artikel 1.** In het ministerieel besluit van 3 september 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieu- en klimaatsteun, wordt een artikel 5/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 5/1. § 1. Overeenkomstig artikel 12, § 1, tweede lid, van het besluit van de Regering worden de criteria voor de aanwijzing van de bevoegde deskundigen vastgesteld als volgt:

1° onafhankelijk zijn van de begunstigden van de door hem geadviseerde premieregeling;

2° beschikken over de technische en wetenschappelijke ervaring in agromilieuzaken die nodig is voor het uitbrengen van de adviezen van deskundigen;

3° deel uitmaken van een vereniging die in aanmerking komt voor een door de Minister toevertrouwde opdracht inzake begeleiding betreffende agromilieu- en klimaatsteun en die het hele grondgebied van het Waalse Gewest dekt.

De in het eerste lid, 2°, bedoelde technische en wetenschappelijke ervaring wordt beoordeeld en geëvalueerd ten opzichte van de volgende vaardigheden:

1° beschikken over een technische of wetenschappelijke vorming van het korte of lange type op het gebied van biologie, landbouw, bosbouw of leefmilieu of over een afdoende beroepservaring van minstens vijf jaar die door het betaalorgaan als gelijkwaardig wordt geacht;

2° beschikken over een kennis van landbouwtechnieken en -praktijken die een milieugevolg hebben op het landbouwgebied;

3° beschikken over een kennis van de uitdagingen, van het juridisch kader en van het technisch kader van het Waalse agromilieuprogramma;

4° beschikken over een kennis van de aangepaste cartografische hulpmiddelen;

5° beschikken over vaardigheden inzake landbouwcommunicatie en buretica om duidelijke, objectieve en op wetenschappelijke basis gebaseerde adviezen op te stellen.

§ 2. De in § 1 bedoelde criteria worden geverifieerd als volgt:

1° met betrekking tot lid 1, 1°, verstrekt de deskundige een verklaring op erewoord waarin hij zich ertoe verbindt elke situatie van belangenconflict als bewijs van zijn onafhankelijkheid te voorkomen;

2° met betrekking tot lid 1, 2°, verstrekt de deskundige zijn curriculum vitae, een afschrift van zijn diploma's, publicaties of alle andere bewijsstukken.

§ 3. De procedure voor de aanwijzing van de bevoegde deskundigen wordt vastgesteld als volgt:

1° de in § 1, eerste lid, 3°, bedoelde vereniging bezorgt het betaalorgaan voor 1 januari van elk jaar de volledige lijst van de natuurlijke personen die voldoen aan de in § 1 bedoelde aanwijzingscriteria en stelt de in § 2 bedoelde verificatie-elementen ter beschikking van het betaalorgaan;

2° het betaalorgaan valideert de bevoegde deskundigen op basis van de door de vereniging verstrekte lijst na verificatie, in voorkomend geval, van de in lid 1 bedoelde aanwijzingscriteria;

3° het betaalorgaan deelt de naam van de aangewezen bevoegde deskundigen binnen een termijn van één maand aan de vereniging mede;

4° de vereniging deelt onverwijld iedere wijziging van de in 1° bedoelde lijst mede.

De in het eerste lid, 1° tot 3°, bedoelde procedure is van toepassing op de wijzigingen van de lijst."

**Art. 2.** In artikel 10, 1°, d), van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 2 februari 2017 en 22 maart 2018, worden de woorden "bosstrook of heg" vervangen door de woorden "of ander bosje".

**Art. 3.** In artikel 12, 1°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 2 februari 2017, worden de woorden "behalve tijdens een jaar van uitzonderlijke droogte die als zodanig wordt erkend" ingevoegd tussen de woorden "met 31 mei," en de woorden "met hoogstens 10 a".

**Art. 4.** In artikel 18, eerste lid, 3°, van hetzelfde besluit worden de woorden ", behalve behoorlijk met redenen omklede uitzondering in het advies van de deskundige" ingevoegd na de woorden "noch krachtvoeder".

**Art. 5.** In artikel 19, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "van 21,60 euro" vervangen door de woorden "van 24 euro".

**Art. 6.** In artikel 20, § 1, eerste lid, 10°, van hetzelfde besluit worden de woorden "30 september" vervangen door de woorden "15 oktober".

**Art. 7.** In artikel 21 van hetzelfde besluit worden de woorden "van 200 euro" vervangen door de woorden "van 240 euro".

**Art. 8.** Artikel 22 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 2 februari 2017 en 22 december 2017, wordt vervangen als volgt:

"Art. 22. De gewassen die als milieuvriendelijk worden beschouwd, zijn de volgende:

1° hennep

2° de voederpeulvruchten: klaver, luzerne, hopperupsklaver, steenklaver, veldbonen, voererwten, lupine, rolklaver en andere eiwitrijke gewassen;

3° de mengsels van granen en peulvruchten, waarbij het tweede soort minstens gelijk is aan 20 % van het mengsel;

4° de lentegraangewassen en gelijkgestelde gewassen; zomertarwe, zomergerst, zomertriticale, zomerhaver, zomerrogge, boekweit, sorghum, gierstmelde, brouwerst en winterrogge;

5° wintertarwe, wintertriticale of spelt op voorwaarde dat een deel van de onder de verbintenis vallende oppervlakten niet geoogst wordt en te velde wordt gelaten;

6° teelten van rooigewassen, biet, chicorei, maïs, met mechanische onkruidbestrijding.

Het is de op 31 mei bestaande teelt die de in het eerste lid bedoelde teel bepaalt."

**Art. 9.** Artikel 22/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het ministerieel besluit van 22 december 2017, wordt vervangen als volgt:

"Art. 22/1. De na te leven voorwaarden om in aanmerking te komen voor de steun voor de in artikel 22 bedoelde gewassen, zijn de volgende:

1° de landbouwer verbindt zich ertoe om één of meerdere in aanmerking komende gewassen te telen op een aantal hectaren dat in zijn verbintenis wordt bepaald, met een minimum van één hectare en een maximum van dertig hectare;

2° het gebruik van insecticiden is verboden, met uitzondering van de percelen die vallen onder de variant graangewassen te velde;

3° de onder de verbintenis vallende percelen waren niet gedekt door een vaste weide tijdens het vorige jaar.

Wat het eerste lid, 1°, betreft, kan de landbouwer de samenstelling van de in aanmerking komende gewassen in dienovereenkomstige verbintenisregeling elk jaar wijzigen.

Wat het eerste lid, 2°, betreft kan het niet-geoogste deel op die percelen op dezelfde wijze als de rest van het perceel beheerd worden.

Overeenkomstig artikel 11, derde lid, van het besluit van de Regering en met uitzondering van de oppervlakten die vallen onder de variant graangewassen te velde, kunnen de oppervlakten die voor deze methode worden voorzien, meegerekend worden als gebieden van ecologisch belang (teelten van tussengewassen), op voorwaarde dat zij betrekking hebben op het gewas dat voor de methode is aangegeven."

**Art. 10.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 22/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 22/2. De andere specifieke voorwaarden die nageleefd moeten worden om in aanmerking te komen voor de steun zijn de volgende:

1° indien de oogst voor klaver, luzerne, hopperupsklaver en steenklaver door maaien gebeurt, voorzien, voor de in artikel 22, 2°, bedoelde gewassen, in een niet-gemaaid schuilgebied van minstens 10 % tot het volgende maaien;

2° voor de in artikel 22, 5°, bedoelde gewassen:

a) worden tien procent van de onder de verbintenis vallende percelen niet geoogst en zonder tussenkomst te velde gelaten vanaf de oogst van het grootste deel en vertegenwoordigen de kavels te velde maximum vijftig are en als er meerdere kavels worden opgericht, staan ze minstens honderd meter uit elkaar;

b) worden de niet-geoogste graangewassen te velde gelaten tot en met de laatste dag van februari of tot 31 december voor het laatste jaar van de verbintenis indien ze niet hernieuwd wordt;

c) mogen de graangewassen te velde zich niet op minder dan 50 meter van een bosgebied bevinden;

3° voor de in artikel 22, 6°, bedoelde gewassen:

a) gaat de landbouwer over tot minimum twee mechanische onkruidbestrijdingen op de onder de verbintenis vallende percelen en schrijft hij de overeenkomstige data in zijn bedrijfsregister op;

b) wordt de methode zonder storting van de steun voor de betrokken campagne opgeschort in de klimatologische toestanden waarin de mechanische onkruidbestrijding niet onder geschikte agronomische toestanden kan worden uitgevoerd en op advies van een deskundige op wie het Waalse betaalorgaan een beroep heeft gedaan.

Wat het eerste lid, 1°, betreft, kan het vanaf 1 oktober uitgevoerde maaien 100 % van het perceel dekken.

**Art. 11.** In artikel 24, 3°, van hetzelfde besluit worden de woorden "0,5 en 1,5 ha" vervangen door de woorden "0,1 en 1,5 ha".

**Art. 12.** In artikel 27, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 2 februari 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 1° worden de woorden "100 euro" vervangen door de woorden "120 euro";

b) in 2° worden de woorden "50 euro" vervangen door de woorden "60 euro".

**Art. 13.** In artikel 34, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 2 februari 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "vierde lid" worden vervangen door de woorden "derde lid";

2° in de tabel, op lijn "Extensieve gewassen", in de kolom "Biologische landbouw" wordt de letter "O" vervangen door de letter "C".

**Art. 14.** In artikel 36 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 2 februari 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 3° wordt aangevuld met de woorden ", of in één verbintenis voor methode 7 "Ingerichte percelen" bedoeld in hoofdstuk 3;"

b) punt 4° wordt vervangen als volgt:

"4° de omzetting van een verbintenis voor methode 6 "Milieuvriendelijke gewassen" en de methode 8 "Ingerichte stroken" bedoeld in hoofdstuk 3 in één verbintenis voor methode 7 "Ingerichte stroken" bedoeld in hoofdstuk 3."

**HOOFDSTUK II.** — *Wijzigingen van het ministerieel besluit van 14 juli 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 m.b.t. de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura-net en in de ecologische hoofdstructuur, tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur*

**Art. 15.** In artikel 7, § 3, 2°, van het ministerieel besluit van 14 juli 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering m.b.t. de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura-net en in de ecologische hoofdstructuur, tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur worden de woorden "21,60 euro" vervangen door de woorden "24 euro".

**Art. 16.** In artikel 11 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 2 opgeheven.

**Art. 17.** In hetzelfde besluit wordt bijlage 5 vervangen door de bijlage 1 die bij dit besluit gevoegd wordt.

### HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

**Art. 18.** De artikelen 2 tot 14 zijn van toepassing op alle verbintenissen die op 1 januari 2019 lopend zijn.

De artikelen 16 en 17 van dit besluit zijn van toepassing op de analyse, de evaluatie en de rangschikking van steunaanvragen die vanaf 1 april 2018 zijn ingediend.

**Art. 19.** De artikelen 1 en 15 van dit besluit hebben uitwerking op 1 januari 2019.

Namen, 6 maart 2019.

R. COLLIN

Bijlage 1 bij het ministerieel besluit van 6 maart 2019 tot wijziging van het ministerieel besluit van 3 september 2015 houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieue- en klimaatsteun en tot wijziging van het ministerieel besluit van 14 juli 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 m.b.t. de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura-net en in de ecologische hoofdstructuur, tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur

"Bijlage 5 bij het ministerieel besluit van 14 juli 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 m.b.t. de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura-net en in de ecologische hoofdstructuur, tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur Selectiecriteria voor de projectenoproepen voor de uitvoering van maatregel 7.6 van het Waalse programma voor landelijke ontwikkeling "Herstel en onderhoud van het natuurpatrimonium"

Selectiecriteria	Maximumnotering voor dit criterium
1. Type project: nieuw herstelproject of nieuwe fase van een project	3
2. Reglementaire beperkingen: project met of zonder vergunning/toelating	2
3. Impacten van andere functies van het ecosysteem: Kaderrichtlijn Water, Overstromingsrichtlijn, Klimaat- en energiepakket, Verdrag van de Verenigde Naties inzake biologische diversiteit	2
4. Statuut en staat van instandhouding van habitats of soorten	6
5. Kosten/Winsten	6
Om geselecteerd te worden, moet u een score van minstens 9,5 op 19 hebben	

Gezien om te worden gevoegd bij ministerieel besluit van 6 maart 2019 tot wijziging van het ministerieel besluit van 14 juli 2016 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 m.b.t. de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura-net en in de ecologische hoofdstructuur, tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur.

Namen, 6 maart 2019.

R. COLLIN